

De quoi la faillite de Libération serait-elle le nom ?



Les actionnaires du quotidien en crise financière Libération ont annoncé vouloir faire du journal "un réseau social, créateur de contenus monétisables sur une large palette de supports multimédias", déclenchant l'ire de la rédaction qui en a fait sa une du 8 février, intitulée "Nous sommes un journal".

Avec Serge
Federbusch

1 - Qui a péché en bobo périra en bobo

Grands dieux non ! Ils ne veulent pas devenir sujets d'un Libéland, d'un parc d'attraction journalistique avec plate-forme multimachin, boustifaille, salle de jeux post moderne en 3 D et autres joyeusetés en réseaux. Ils sont journalistes, na ! Ils veulent écrire dans un canard et surtout ne pas travailler pour un «espace culturel et de conférence comportant un plateau télé, un studio radio, une news room digitale, un restaurant, un bar, un incubateur de start-up le tout sous la marque "Libération" devenu entre temps "Flore du XXIème siècle".

On peut les comprendre, même si le sort des millions d'employés de l'industrie et du commerce qui doivent accepter l'évolution permanente de leurs conditions de travail pour faire face à la concurrence perturbe moins les médias.

Pourtant ... de quoi Libération est-il la victime ? Le boboisme bêlant qui voit depuis des années le quotidien de la rue Béranger adhérer à la vision urbaine d'un Delanoë, les gorges chaudes de ses chroniqueurs devant la moindre Nuit blanche ou la plus petite festouille ultra subventionnée à destination d'un public ignare et nombriliste qui pense qu'un nappage de fumée ou de lumière verte transforme le macadam en oeuvre intemporelle, tout cela a préparé les esprits à la transformation de ce journal en caravansérail médiatique.

N'ayant jamais fait l'effort de comprendre que ce galvaudage était en réalité **une nouvelle forme d'aliénation**, de chercher à faire le lien entre Debord et Muray, entre la société du spectacle et le festivisme, stade ultime et dégénéré du socialisme de l'entre-soi, Libération est rattrapé et dévoré par le monstre qu'il a nourri. La rue Béranger pourrait faire une jolie Libé-Plage et les locaux du journal un gros cabanon pour maîtres-nageurs à caleçons fluos moulants.

Combien de fois ai-je expliqué au rédacteur chargé de suivre la question du logement à Paris que la crise immobilière dans la capitale et la hausse des prix étaient la conséquence des préemptions clientélistes de la mairie au prétexte de HLM ? En vain, toujours en vain : c'était forcément de la faute des vilains spéculateurs.

Jamais ou presque d'enquête sur les formes modernes du mensonge et de l'aliénation ni de dénonciation des copinages

culturels qui étouffent peu à peu la vision critique de la société. A-t-on lu, une fois, une critique, fût-elle timide, du cynisme froid d'un Jean-Michel Ribes au théâtre du Rond-Point, qui mange à tous les râteliers subventionnés pour ensuite se faire passer pour un résistant à l'oppression du pouvoir ?

La panoplie de la gauche culturelle a protégé les pires tartuffes de la moindre remise en cause par un journal qui se voulait pourtant le pourfendeur institutionnel du conformisme. Sartre en serait tombé de son tonneau de Boulogne-Billancourt ...

« **Reviens riche con !** » : bientôt Libération va devoir implorer Arnault ou un magnat du même acabit de le sauver de la faillite. Il y a peu de chance toutefois qu'il trouve une nouvelle victime après Rothschild. Ne lui reste que l'espoir d'une énième subvention cachée de l'Etat, comme pour les camarades de l'Humanité récemment.

C'est insensé du reste tous ces capitalistes qui ne veulent pas perdre d'argent ma bonne dame ! Et à quoi servent donc ces bilans vulgaires et comptes d'exploitation du plus mauvais genre ?

Mais le pire, c'est encore ce projet de déménagement de la rédaction à Bagnolet dans les tours Mercuriales, modèle réduit de feu le World Trade Center avant le 11 septembre 2001. Vous imaginez ! Comment traverser les portes de Paris à Vélib' où se risquer sur le Périph', insupportable rocade à prolétaires motorisés ?

Soyons optimistes. La rédaction de Libération se voit offrir la chance de découvrir enfin l'envers du décor, de pousser les rideaux du théâtre factice dans lequel ses maîtres cachés la faisaient vivre. Elle devrait se réjouir d'accéder enfin à la libération.

2 - Fausse bonne nouvelle

Le déficit de notre commerce extérieur s'est réduit de 6 milliards d'euros en 2013, restant à un montant très élevé de 61,2 milliards d'euros. **Le gros problème est que cette légère amélioration est quasi intégralement due à la baisse des importations, elle-même reflet du marasme de la consommation intérieure.** En réalité, nos exportations stagnent, toujours pénalisées par un euro surévalué, le coût excessif du travail dû notamment au poids des charges sociales, les contraintes réglementaires qui pèsent sur les entreprises françaises et - ne la négligeons pas - la concurrence déloyale de l'Allemagne qui fait sous-traiter une large part de sa production industrielle hors zone euro avant de l'estampiller « made in Germany ».

Tous ces facteurs sont connus depuis le depuis des années 2000. Qu'a-t-on fait pour les corriger depuis plus de 13 ans ? Rien, les derniers noms portés par cette inaction étant « Choc de simplification » et « Pacte de responsabilité ». Inutile de chercher à comprendre pourquoi votre fille est muette. En attendant, Medef et gouvernement continuent de se disputer sur les contreparties de ce dernier « Pacte » pourtant tout à fait fantomatique ...

3 - Cour toujours

Selon le dernier rapport de la Cour des Comptes, il existe "un risque significatif" pour que le déficit public de la France en 2013 excède l'objectif gouvernemental de 4,1% du produit intérieur brut. Quant à "l'atteinte de l'objectif de déficit public de 3,6% du PIB en 2014, elle n'est pas assurée à ce stade". Bref, **le gouvernement ment sur la réalité de la situation financière de l'Etat, en persistant à surévaluer ses recettes.**

Il faut se souvenir que l'objectif de 4,1 % était lui-même dévié des annonces initiales qui tablaient sur 3 % puis 3,5 %.

Rappelons nous en effet les temps préhistoriques où Pierre Moscovici, nouveau et crâneur ministre des finances, déclarait le 4 juin 2012 à Bruxelles, au cours d'un point de presse commun avec le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn : « La France parviendra à ramener son déficit public à 3% en 2013 sans mesure d'austérité. Nous sommes prêts à être jugés sur nos résultats mais nous avons nos propres voies et moyens » !

Dans un Pot aux Roses de février 2013, il y a presque un an jour pour jour [les subterfuges gouvernementaux sur le sujet étaient pour la première fois révélés.](#)

Atlantico devrait être reconnu d'utilité publique...

A lire de l'auteur de cet article : "[L'enfumeur](#)", de Serge Federbusch, (Ixelles éditions), 2013. Pour acheter ce livre [cliquez ici](#).

